

N° 4603²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI**portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION JURIDIQUE

(8.12.1999)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; M. Patrick SANTER, Rapporteur; Mme Simone BEISSEL, M. Xavier BETTEL, Mmes Agny DURDU, Lydie ERR, MM. Jacques-Yves HENCKES, Jean-Pierre KLEIN, Paul-Henri MEYERS, Mme Renée WAGENER et M. Lucien WEILER, Membres.

*

**1. UNE PROCEDURE EXCEPTIONNELLE CONFORME
A LA CONSTITUTION**

Le projet de loi sous rubrique, déposé par le Premier Ministre en date du 24 novembre 1999, a pour objet d'attribuer au Grand-Duc pour la durée limitée d'une année, la faculté d'intervenir par la voie réglementaire dans les domaines économique et financier.

La pratique des lois habilitantes remonte à 1915. En effet une première loi de ce genre a conféré le 15 mars 1915 au Gouvernement grand-ducal le droit de „*pourvoir, par des règlements d'administration publique, à l'établissement des mesures nécessaires pour préserver dans l'ordre économique, l'intérêt général*“.

Depuis lors il est d'usage que suite à l'initiative législative déclenchée par les Gouvernements successifs, la Chambre des Députés donne habilitation au Souverain d'adapter pour une durée déterminée, en l'occurrence jusqu'au 31 décembre 2000, en cas d'urgence constatée, des règlements ayant pour objet des mesures d'ordre économique et financier.

Cette habilitation ne se situe pas en dehors de tout contrôle de la Chambre des Députés étant donné que tout projet de règlement à prendre en exécution du présent projet de loi est pris sous réserve de l'avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Commission de travail.

Le présent projet de loi exclut les matières réservées à la loi par la Constitution de la sphère d'application de l'habilitation du Grand-Duc de réglementer certaines matières. De même la fixation de sanctions pénales échappe à l'habilitation légale du Grand-Duc. En ce faisant le législateur se met en conformité de l'article 14 de la Constitution aux termes duquel „*Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu d'une loi*“.

*

2. AVIS DU CONSEIL D'ETAT ET DE LA COMMISSION JURIDIQUE

En date du 30 novembre 1999, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le projet visant la reconduction de la loi habilitante au motif qu'au cours des dernières années le pouvoir exécutif n'a fait qu'un usage limité des pouvoirs à lui accordés.

Au cours de sa réunion en date du 8 décembre 1999, la Commission juridique a pu se rallier à l'avis du Conseil d'Etat et le présent rapport a été adopté.

Luxembourg, le 8 décembre 1999

Le Rapporteur,
Patrick SANTER

Le Président,
Laurent MOSAR